

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**Arrêté complémentaire modifiant l'autorisation d'exploiter de la société TECNOR-SOFAC  
pour sa fabrique d'aliment pour le bétail située ZI du Fromveur à Landivisiau**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment le livre V, Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la Directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1996 autorisant l'exploitation d'une usine de fabrication d'aliments pour le bétail (porcs), située zone industrielle du Fromveur sur la commune de Landivisiau

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°28-08 AI du 03 juillet 2008 modifiant l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1996 complétant et actualisant les décisions relatives aux installations classées des activités exploitées par la société TECNOR-SOFAC ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°62-10 AI du 26 août 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1996 complétant et actualisant les décisions relatives aux installations classées des activités exploitées par la société TECNOR-SOFAC ;

VU le dossier de réexamen IED transmis en juillet 2021 ;

VU L'absence d'observation de l'exploitant au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 10 juin 2022

CONSIDÉRANT que la société TECNOR-SOFAC relève de la directive IED au regard des activités de fabrication d'aliments pour animaux menées sur le site de Landivisiau ;

CONSIDÉRANT que la rubrique associée à l'activité principale du site est la rubrique : 3642-2 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles du BREF FDM ;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article R. 515-82 au code de l'Environnement, les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations visées à l'article R. 515-82 sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-60 à R. 515-68 et R. 515-75 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

**A R R Ê T E :**

**Article 1 – Exploitant titulaire de l'autorisation**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1996 modifié autorisant la société TECNOR-SOFAC, située zone industrielle du Fromveur sur le territoire de la commune de Landivisiau, à exploiter une usine de fabrication d'aliments pour le bétail (porcs) sont complétées et/ou actualisées par les dispositions précisées dans les articles suivants.

## Article 2 – Rubriques IED

Le tableau des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2010 remplaçant le tableau de l'article 1er de l'arrêté du 03 juillet 2008 est complété par la ligne suivante :

3642-2a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour	Capacité de production de : A 800 t/j
---------	--	--

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 relative au traitement et à la transformation des matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FDM.

## Article 3. Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation de l'installation et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Finistère ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois ;

## Article 4. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rennes :

- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés par l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

## Article 5. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le gérant de la société TECNOR-SOFAC sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Quimper, le - 4 JUL. 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet, le Sous-Préfet à la Relance,  
Directeur de Cabinet par intérim

Yannick CAZOTTE

## Destinataires :

- Sous-préfecture de Morlaix
- Mairie de Landivisau
- Le directeur de la société TECNOR-SOFAC
- L'inspection de l'environnement – spécialité installations classées – UD 29 / DREAL BRETAGNE